



20 ENGAGEMENTS A PRENDRE POUR L'AVENIR DE NOTRE PAYS

1 – NOUS PRÉPARONS LE LUXEMBOURG À AFFRONTER L'AVENIR

La politique doit être orientée vers l'avenir. La politique de demain est décidée aujourd'hui. Sa viabilité financière doit être assurée aujourd'hui comme demain.

Il s'agit de reconnaître les défis qui se posent, d'évaluer de manière réaliste la situation actuelle et de planifier la pérennité financière des mesures et des réformes à mettre en place.

Le CSV estime qu'en cette période de croissance économique, il est impératif de se fixer des objectifs budgétaires ambitieux et positifs :

- Nous veillons à éviter les déficits budgétaires ;
- Nous réduisons la dette publique ;
- Nous créons des réserves permettant au Luxembourg de résister aux crises.

2 – NOUS PLAÇONS LA FAMILLE AU CENTRE DE NOS PRÉOCCUPATIONS

La politique doit permettre aux familles de choisir librement leur modèle de vie et de s'organiser en fonction de ce choix afin que les parents puissent passer plus de temps avec leurs enfants. Pour ce faire, elle ne doit pas préconiser un seul modèle de vie commune et d'organisation familiale.

Afin de garantir cette liberté de choix, nous allons :

- rendre plus flexible et prolonger le congé parental ;
- augmenter de deux à trois le nombre des années bébés accordées aux parents qui décident d'arrêter temporairement de travailler ;
- réinstaurer l'allocation d'éducation sur la base de critères sociaux ;
- promouvoir la réintégration professionnelle ainsi que le travail à temps partiel ;
- introduire progressivement des structures d'accueil gratuites pour les enfants de l'enseignement fondamental ;
- introduire l'aide aux devoirs gratuite pour chaque enfant ;
- étendre et améliorer l'offre des structures d'accueil pour les enfants.

Ce sont avant tout les familles nombreuses et vulnérables qui ont besoin de l'assistance publique.

- Nous introduisons une allocation supplémentaire pour les familles vulnérables avec trois enfants ou plus.

3 – NOUS ÉTABLISSONS UN PLAN DE SANTÉ POUR LE LUXEMBOURG

Notre secteur médical et social présente de sérieux déficits au niveau de la gestion, de l'organisation, de la planification et de l'assurance qualité. Les nombreuses discussions au sujet du plan hospitalier national, des temps d'attente pour subir des examens importants (examens IRM etc.), des longues attentes aux services d'urgence et de la prise en charge des frais pour des traitements et des médicaments utiles le démontrent clairement.

La politique de la santé et la politique sociale de ces trente dernières années n'ont pas réussi à préparer le secteur de la santé aux défis posés par une population croissante dans un environnement européen intégré à l'ère numérique.

Le Luxembourg a besoin d'un concept clair pour sa santé. Le patient doit être placé au centre du système de santé.

- Aussi présentons-nous un plan de santé cohérent basé sur les piliers suivants : prévention, soins médicaux de base, planification hospitalière, traitement ambulatoire, gériatrie et soins.

Voici les principaux points de notre plan :

- Nous réorganisons les services d'urgence (organisation interne, horaires d'ouverture 24h/24h, personnel requis et moyens nécessaires) ;
- Nous acquérons les appareils médico-techniques nécessaires (appareils IRM etc.) et nous étendons les horaires d'ouverture ;
- Nous rendons possibles des centres de diagnostic et de thérapie régionaux ;
- Nous adaptons la nomenclature obsolète (relevé des actes et thérapies proposés par les médecins et remboursables par la Caisse de santé) ;
- Nous soutenons la création de cabinets de médecins multidisciplinaires ;
- Nous étendons le réseau des Maisons médicales que nous adaptons au niveau régional ;
- Nous créons des structures intermédiaires en dehors de l'hôpital, par exemple pour assurer les suivis médicaux ;
- Nous développons la médecine ambulatoire.

4 – NOUS FAISONS AVANCER NOTRE PAYS AU NIVEAU SOCIAL

Nous avons toujours besoin d'un solide tissu social. Nous voulons préserver nos acquis. Nous posons de nouveaux jalons.

- Nous introduisons un crédit d'impôt dégressif pour les bénéficiaires du salaire social minimum et augmentons l'abattement de base dans le barème d'imposition.
- Nous adaptons régulièrement le salaire minimum à l'évolution salariale.
- Nous adhérons au système d'indexation et nous sommes en faveur d'abattements fiscaux supplémentaires pour les salaires bas.
- Nous adaptons régulièrement le barème d'imposition à l'inflation.
- Nous rapprochons la classe d'impôt 1A de la classe d'impôt 2. Nous prolongeons la période de transition de la classe 2 à la classe 1A de trois à cinq ans.
- Nous aplanissons la « bosse des classes moyennes » en adaptant les crédits d'impôts.

Le changement de la société et du monde du travail nous oblige à repenser l'organisation du temps de travail. Les nouvelles réglementations doivent tenir compte des intérêts de tous les acteurs concernés.

- Nous créons un cadre légal pour le télétravail.
- Nous accompagnons le personnel lors du passage à l'ère numérique et nous adaptons le droit du travail en conséquence.

Le dialogue social au sein des entreprises reste un processus privilégié que nous voulons à tout prix renforcer.

- Nous réadaptions le cadre juridique puisque la réforme récente ne permet pas de renforcer le dialogue social.

Il convient d'insuffler une nouvelle dynamique au dialogue social institutionnalisé.

- Nous adhérons au partenariat social et nous soutenons la création de nouvelles formes d'interaction entre les partenaires sociaux.

5 – NOTRE POLITIQUE S'ADRESSE ÉGALEMENT AUX PERSONNES ÂGÉES

La politique visant les générations plus âgées représente un élément majeur d'une politique sociale équitable. Nous répondons à leurs attentes et à leurs besoins spécifiques.

- Nous veillons à créer des lits médicalisés et hospitaliers et des structures pour personnes âgées en nombre suffisant au Luxembourg. En outre, des lits long séjour et des lits de vacances seront mis à disposition. A cet effet, nous présentons un plan d'action spécifique pour seniors.



- Nous nous assurons de la réintroduction, par voie législative, de l'ensemble des prestations nécessaires et utiles de l'assurance dépendance. La voie à suivre ne passe pas par la réduction de prestations comme celle opérée par le gouvernement en place. A l'avenir aussi, l'assurance dépendance doit prendre en charge les prestations dont les personnes malades et âgées ont besoin.
- Nous développons les services d'aide et de soins à domicile et soutenons des initiatives dans le domaine de la télémédecine. Ceci vaut également pour les formes d'habitation alternatives intégrant des personnes âgées.
- Nous introduisons un abonnement gratuit pour les transports publics pour les personnes âgées dont le permis de conduire n'est pas prolongé pour des raisons de santé.

6 – NOUS ASSURONS LA VIABILITÉ À LONG TERME DU SYSTÈME DES RETRAITES

Nous profitons du contexte économique favorable pour mettre en place une réforme des retraites. Notre objectif consiste à assurer la viabilité à long terme du système. Les chiffres officiels prouvent qu'il convient d'agir.

- Nous discutons la réforme directement avec les partenaires sociaux. Aucune réduction de retraites n'est prévue. Nous voulons garantir la pérennité des promesses faites aujourd'hui. Nous voulons également garantir des pensions viables et adéquates à l'avenir.

7 – NOUS VIVONS NOTRE LANGUE ET NOTRE IDENTITÉ

Pour gouverner notre pays à l'avenir, il faut impérativement connaître l'identité du Luxembourg, la préserver et la soigner. Dans les écoles comme dans le domaine culturel et dans la vie quotidienne.

Notre identité est celle d'un pays ouvert. C'est ce que nous voulons préserver. Un élément central de notre identité est la langue luxembourgeoise.

- Nous promouvons notre langue en tant qu'instrument d'intégration. A cet égard, l'école a un rôle particulièrement important à jouer. L'apprentissage de la langue luxembourgeoise doit être soutenu de manière conséquente dès le premier cycle de l'enseignement fondamental.
- Nous encourageons des initiatives, avant tout dans les entreprises et les institutions (cliniques etc.), qui misent sur la langue luxembourgeoise et proposent des cours d'apprentissage de la langue. Par conséquent, nous allons de nouveau augmenter les aides financières que le gouvernement actuel a réduites.

Nous adoptons une approche conséquente et pragmatique pour promouvoir la langue luxembourgeoise en tant que langue de communication et d'intégration. Ce également auprès des Luxembourgeois.

- Nous offrons des possibilités supplémentaires pour apprendre la langue et développer des compétences rédactionnelles.

8 – NOUS MISON SUR UN PAYS OUVERT À LA COHABITATION

L'ouverture de la société constitue l'une des forces du Luxembourg. Nous voulons continuer à miser sur cette force.

- Nous voulons aider nos concitoyens étrangers à s'intégrer plus rapidement, notamment par le biais de la langue.
- Nous soutenons les initiatives prises à cet effet au niveau local et national.

Le droit de vote et la nationalité restent intimement liés. Cela dit, il convient d'être à l'écoute des concitoyens étrangers.

- Pour cette raison, nous créons une réforme du Conseil national des étrangers afin d'assurer une meilleure représentation politique des concitoyens étrangers et de nous assurer qu'ils se sentent mieux représentés.

9 – NOUS ASSUMONS NOTRE RESPONSABILITÉ CONCERNANT LA POLITIQUE À L'ÉGARD DES RÉFUGIÉS

L'Union européenne doit gérer une crise migratoire. Le Luxembourg est également sollicité et doit assumer sa part de responsabilité.

L'accueil et l'encadrement des réfugiés doivent toutefois être organisés de manière efficace et cohérente.

- Nous élaborons des règles claires pour définir les responsabilités de l'Etat, des communes et des organisations caritatives.
- Nous implémentons un plan en trois phases : 1 - First-Response ; 2 – Pendant la procédure ; 3 – Après la procédure.
- Nous assurons la participation proportionnelle des communes aux efforts fournis au niveau national. Lors de la répartition des réfugiés reconnus entre les différentes communes, des quotas doivent être appliqués et imposés lorsque la solidarité intercommunale fait défaut.

10 – NOUS GUIDONS ET SUIVONS UNE CROISSANCE INTELLIGENTE

Nous avons besoin de la croissance économique. Nous désirons toutefois une croissance organisée que nous saurons maîtriser. Nous voulons avant tout une croissance qualitative plutôt que quantitative.

Notre principe consiste à guider et à suivre la croissance :

- Nous attirons de nouvelles entreprises et donc de nouveaux emplois au Luxembourg, qui correspondent à notre économie et à notre pays.
- Nous poursuivons activement une diversification économique, ce dans le cadre d'une stratégie de croissance durable pour le Luxembourg. A cet effet, nous révisons notre politique de promotion, de localisation, d'investissement et fiscale.

11 – NOUS INVESTISSONS DANS L'INNOVATION

Le pays a besoin d'une politique économique qui favorise les activités innovatrices.

- Nous faisons du Luxembourg une plateforme de référence dans le domaine de la digitalisation.
- Nous assurons le rapprochement de l'université, de la recherche et des entreprises.
- Nous faisons de la recherche et de l'innovation une priorité budgétaire.
- Nous soutenons les secteurs d'avenir tels que l'économie circulaire et le développement d'un « Health Hub » reconnu (qui combine la recherche médicale et l'activité économique) sur les plans financier et fiscal.
- Nous continuons à développer systématiquement les clusters classiques (secteurs économiques d'avenir) du Luxembourg, le secteur des finances et des assurances, le secteur des technologies d'information (ICT), le secteur des biotechnologies et le secteur de la logistique.
- Nous développons le potentiel des technologies spatiales.

Le pays a besoin d'un environnement fiscal favorable aux entreprises.

Les entreprises ont besoin de perspectives de développement afin de créer des emplois. Le CSV est en faveur d'une stratégie fiscale à long terme applicable aux entreprises.

- Nous réduisons le taux d'affichage à 20%.
- Parallèlement, nous étendons la base de calcul de l'impôt.



Il convient notamment d'accorder une assistance spécifique aux PME.

- Nous mettons à disposition des entreprises des centres de compétences qui les aident, par exemple, à implémenter le passage au numérique.
- Nous adaptons le système fiscal à la situation des petites et moyennes entreprises.
- Nous demandons l'immunisation fiscale des investissements planifiés.
- Nous soutenons une assistance renforcée des PME par la SNCI.
- Nous demandons l'application d'avantages fiscaux lors de la reprise d'une entreprise familiale par un membre de la famille propriétaire.
- Nous réformons la formation professionnelle en tenant compte des intérêts des entreprises.
- Nous réorganisons le brevet de maîtrise.

12 – NOUS PROMOUVONS L'AGRICULTURE EN TANT QUE SECTEUR DE L'AVENIR

Nous encourageons systématiquement la fabrication de produits alimentaires ainsi que le traitement et la commercialisation de nos produits.

- Nous soutenons des campagnes d'information sur l'agriculture, susceptibles d'assurer le rapprochement du consommateur et de l'agriculture.
- Nous élaborons tant un plan d'action bio qu'un plan d'action visant la promotion de nos produits régionaux. L'agriculture conventionnelle et l'agriculture biologique ne sont pas concurrentes, mais complémentaires.

Nous avons besoin d'une agriculture diversifiée et innovatrice.

- Nous créons un centre de compétences à Gilsdorf, un centre d'accueil pour notre agriculture, où tous les acteurs du secteur sont impliqués et interagissent.
- Nous soutenons de manière ciblée la digitalisation, également dans le secteur de l'agriculture.
- Nous réduisons les procédures administratives en créant un guichet unique dans le domaine des autorisations de construire et des reprises d'entreprises.

La politique agricole est également une politique environnementale.

- Nous encourageons de manière positive la protection active de l'environnement et assurons l'information nécessaire et la proposition d'alternatives.

Une bonne politique agricole se veut participative.

- Nous institutionalisons l'échange régulier avec tous les acteurs concernés.

13 – NOUS LANÇONS UNE NOUVELLE POLITIQUE DE LA MOBILITE

Les concepts de mobilité doivent être adaptés au développement démographique à long terme.

- Nous lançons une nouvelle offensive dans le domaine de la mobilité. Cette offensive prévoit des projets concrets. Elle couvre et coordonne tous les domaines de la mobilité (trams, trains, routes, vélos et piétons). Nous prenons certaines mesures concrètes dans les meilleurs délais :

- Nous développons le tram et le réseau ferroviaire.
- Nous agrandissons les principales autoroutes en créant 2 x 3 voies.
- Nous créons un système haute performance pour les bus qui circulent dans la zone périphérique de la capitale, de la Nordstad et des centres urbains situés dans le sud du pays.
- Nous construisons la tangente Ouest, nous agrandissons la N7 qui aura quatre voies et nous commençons le contournement de Merl, Cessange, Hesperange-Alzingen/ Bascharage-Dippach, Diekirch, Ettelbruck, Feulen, Clervaux, Hosingen, Troisvierges, Contern et Mersch (Mierscherbiert).
- Nous construisons de nouvelles gares à Hollerich/Cessange, Dommeldange et Ettelbruck et nous assurons la décongestion de la gare de Luxembourg en créant des bypass.

14 – NOUS CRÉONS DES LOGEMENTS ABORDABLES

Surtout les jeunes familles ont besoin de logements abordables. Nous allons augmenter considérablement l'offre de logements abordables.

- Nous indiquons de vastes zones constructibles dans des plans sectoriels.
- Nous donnons à l'Etat les moyens d'acquérir des terrains à bâtir non utilisés.
- Nous sommes en faveur d'une densification intérieure renforcée dans les endroits bien desservis par les transports publics.
- Nous veillons à ce que les futures modifications du PAG indiquent des terrains constructibles supplémentaires.
- Nous introduisons une taxe d'Etat permettant d'imposer plus lourdement les terrains non construits pour des raisons spéculatives.

- Nous introduisons la location-vente et le contrat de mise à disposition.
- Nous augmentons le montant total de la faveur fiscale résultant de l'application du taux super-réduit de 3 % en cas d'acquisition d'un premier logement par une jeune famille.
- Nous créons davantage de logements sociaux et abordables en augmentant l'aide matérielle accordée.

L'un des objectifs consiste à construire plus rapidement.

- Nous simplifions les méthodes et les procédures. A cet effet, tous les textes légaux applicables en la matière doivent pouvoir être modifiés.

Un point de contact central doit assister tous les acteurs dans le domaine de la construction de logements.

- Nous créons une nouvelle institution publique pour la promotion de la construction de logements.

15 – NOUS MISON SUR LE MODÈLE DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Les objectifs actuels en matière de climat et d'énergie constituent une priorité de notre politique. Ces objectifs se présentent comme suit : réduction des émissions de CO2 de 40% jusqu'en 2030 (en comparaison avec l'année 1990) et augmentation de la part d'énergies renouvelables à 32% d'ici 2030.

La transition de la pure logique d'élimination à l'utilisation des matériaux et des ressources selon le principe de la « Circular Economy » (économie circulaire) constitue la base de nouveaux secteurs économiques ou de secteurs économiques en pleine croissance.

- Nous soutenons concrètement les entreprises innovatrices et les initiatives prises dans ce domaine, tout en générant une dynamique propre.
- Nous relions de manière intelligente la recherche et la production dans ce domaine.
- Nous comptons sur les centres de l'économie circulaire implantés dans le nord du pays, qui doivent servir de modèle lors du développement de nouvelles perspectives économiques.

16 – NOUS RENFORÇONS NOS COMMUNES

Nous avons besoin de communes fortes pour guider et encadrer notre croissance. Nous avons également besoin de communes fortes pour offrir partout dans le pays des services communaux efficaces aux citoyens.



- Nous donnons davantage de compétences aux communes et les dotons de meilleurs équipements techniques et administratifs tout en les rendant plus autonomes.
- Nous restons en dialogue avec les communes pour implémenter une réforme territoriale avec une nouvelle carte communale du pays, une nouvelle répartition des compétences, une loi sur les finances communales et un mode de fonctionnement adaptés.
- Dans ce contexte, nous renforçons le poste de bourgmestre qui doit devenir un poste professionnalisé à temps plein. Nous séparons les mandats de député et de bourgmestre pour créer un organe de représentation nationale pour les bourgmestres.

La ratification de la réforme territoriale doit se faire par référendum.

17 – NOUS SOMMES FAVORABLES AU NOUVEAU TEXTE DE LA CONSTITUTION

Le Luxembourg a besoin d'une nouvelle Constitution. Nous avons largement soutenu cette idée lors des débats et des travaux autour de la nouvelle Constitution à la Chambre des Députés.

- Nos sommes en faveur de l'adoption de la réforme constitutionnelle.
- Nous organisons dès le début du nouveau mandat législatif un vaste processus de discussion et d'information publiques impliquant les citoyens. Nous discuterons de la nouvelle Constitution avec les gens. Ensuite, le nouveau texte de notre Constitution sera soumis au vote dans le cadre d'un référendum national.

18 – NOUS GARANTISSONS LA SÉCURITÉ ET LA PROXIMITÉ DE LA POLICE

La sécurité est un droit du citoyen et définit largement la qualité de vie de tout un chacun. Pour cette raison, le travail de proximité et de prévention doit rester un travail fondamental de nos forces de police.

- Nous nous assurons que la proximité constitue le fil conducteur du travail des forces de police. Elle garantit le maintien des libertés des citoyens.
- Nous adaptons les tâches, les moyens et la formation des policiers aux exigences quotidiennes et les redéfinissons partiellement.
- Nous introduisons le concept du renvoi.
- Nous mettons en place une unité de police pour les transports publics.

19 – NOUS OUVRONS LA VOIE À LA RÉUSSITE SCOLAIRE

Nous avons besoin d'enseignants motivés, dotés de compétences professionnelles et pédagogiques et capables de se concentrer sur l'enseignement.

- Nous institutionalisons l'échange régulier avec les partenaires scolaires.
- Nous réduisons la charge administrative et adaptons le stage dans le sens du coaching.
- Nous lançons un projet pilote de gestion scolaire dans l'enseignement fondamental.

Nous continuons à promouvoir le multilinguisme.

- Nous revoyons l'enseignement des langues (programmes, méthodologie, didactique et évaluation). Dans ce contexte, la langue luxembourgeoise en tant que langue d'intégration est un élément central. Nous rendons l'enseignement des langues au lycée plus flexible et introduisons la langue anglaise dès la première année de l'enseignement secondaire (7e).

Nous désirons préparer les étudiants d'une manière optimale aux défis de l'avenir.

- Nous diversifions davantage l'offre scolaire et l'adaptions mieux aux différents besoins des enfants et des adolescents. Une vaste offre constitue un avantage absolu et n'entraîne pas l'échec scolaire. En revanche, la diversité des écoles à elle seule ne permet pas de résoudre les problèmes.
- Nous introduisons l'aide aux devoirs gratuite dans un souci d'égalité des chances.
- Nous promovons de manière ciblée les compétences futures (« future skills »). Nous créons un concept global basé sur l'initiative de la promotion de l'intérêt pour les technologies, les sciences et l'entrepreneuriat existante.
- Nous revalorisons la formation professionnelle. L'artisanat a besoin de gens hautement qualifiés. Nous améliorons l'orientation et nous introduisons les tests d'orientation professionnelle dans tout le pays.
- Nous développons l'enseignement supérieur professionnel. Nous discutons le projet de loi actuel avec tous les partenaires et l'adaptions le cas échéant.

Nous voulons créer un paysage de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation attrayant et d'une qualité exemplaire.

- Nous renforçons les liens de la recherche et de l'innovation avec l'économie.
- Nous introduisons des bons d'innovation.
- Nous créons dans les différents centres de recherche des

« cellules PME » qui serviront d'interlocuteurs directs aux entreprises.

20 – NOUS NOUS ENGAGEONS POUR UNE EUROPE FORTE

L'intégration européenne a toujours été et est toujours un projet pour les citoyens. Il s'agit d'un projet destiné aux gens en Europe. C'est un projet qui est basé sur des valeurs communes.

- Nous défendons ces valeurs ensemble et de manière résolue.

Pour convaincre, l'Europe doit assurer une plus grande sécurité, un meilleur équilibre social, une croissance accrue, plus d'emplois et une meilleure qualité de vie en général.

Pour le CSV, il est impératif de poursuivre le projet européen commun. Ni les différents Etats-membres ni l'UE dans sa forme actuelle possèdent la force nécessaire pour maîtriser l'avenir.

- Nous soutenons des réformes qui visent une coopération plus étroite. La préservation de la sécurité, la surveillance des frontières de l'UE et la politique étrangère commune sont les points-clé de cette coopération et d'une responsabilité partagée. Dans l'intérêt des citoyens de l'Europe.